



La clémence du glaive : Plaider pour les criminels au siècle des Lumières à Genève

The Herman Diedericks Prize Essay for 1999 / Lauréate du prix Herman Diedericks 1999

Françoise Briegel



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/846>

DOI : 10.4000/chs.846

ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

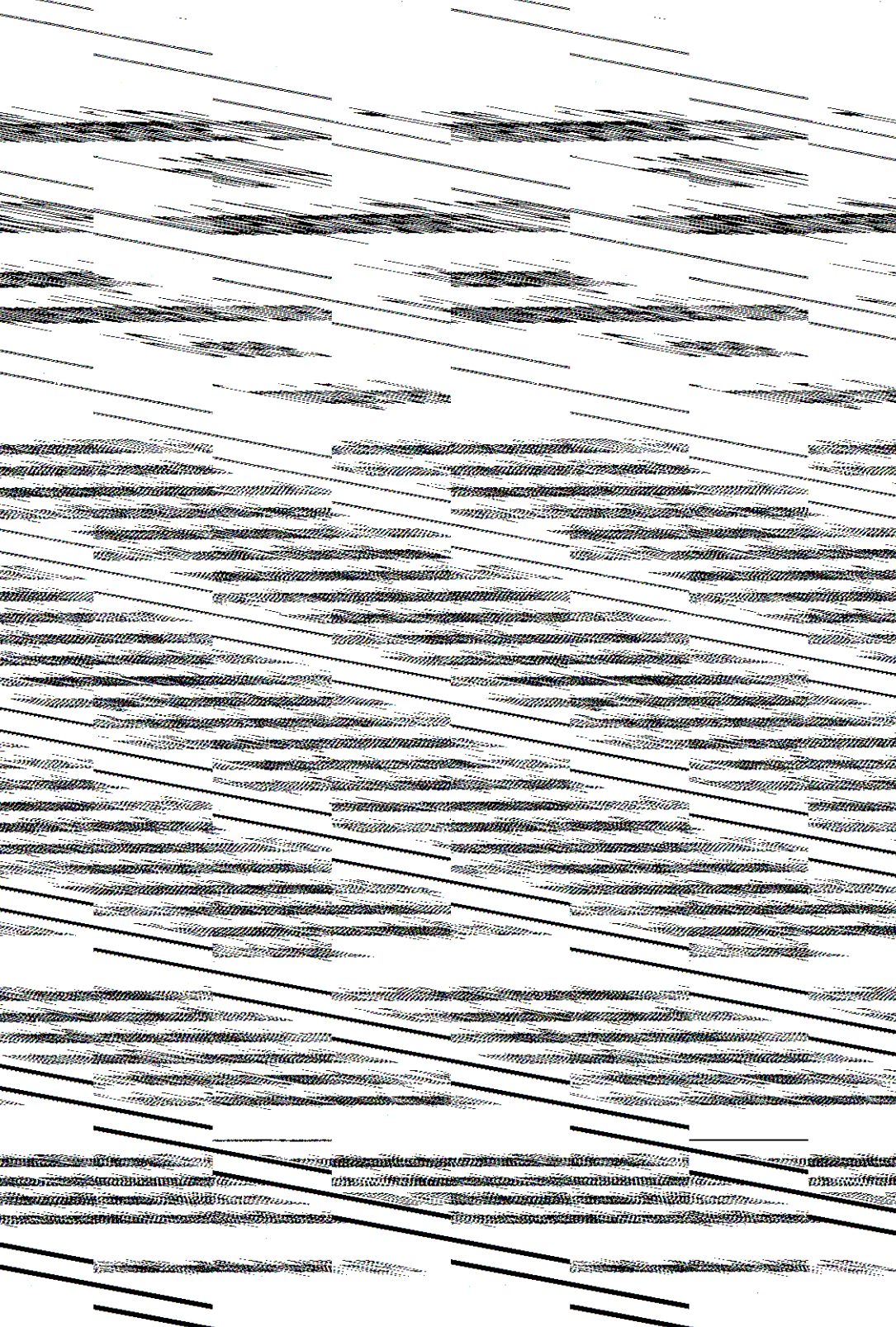
Pagination : 9-29

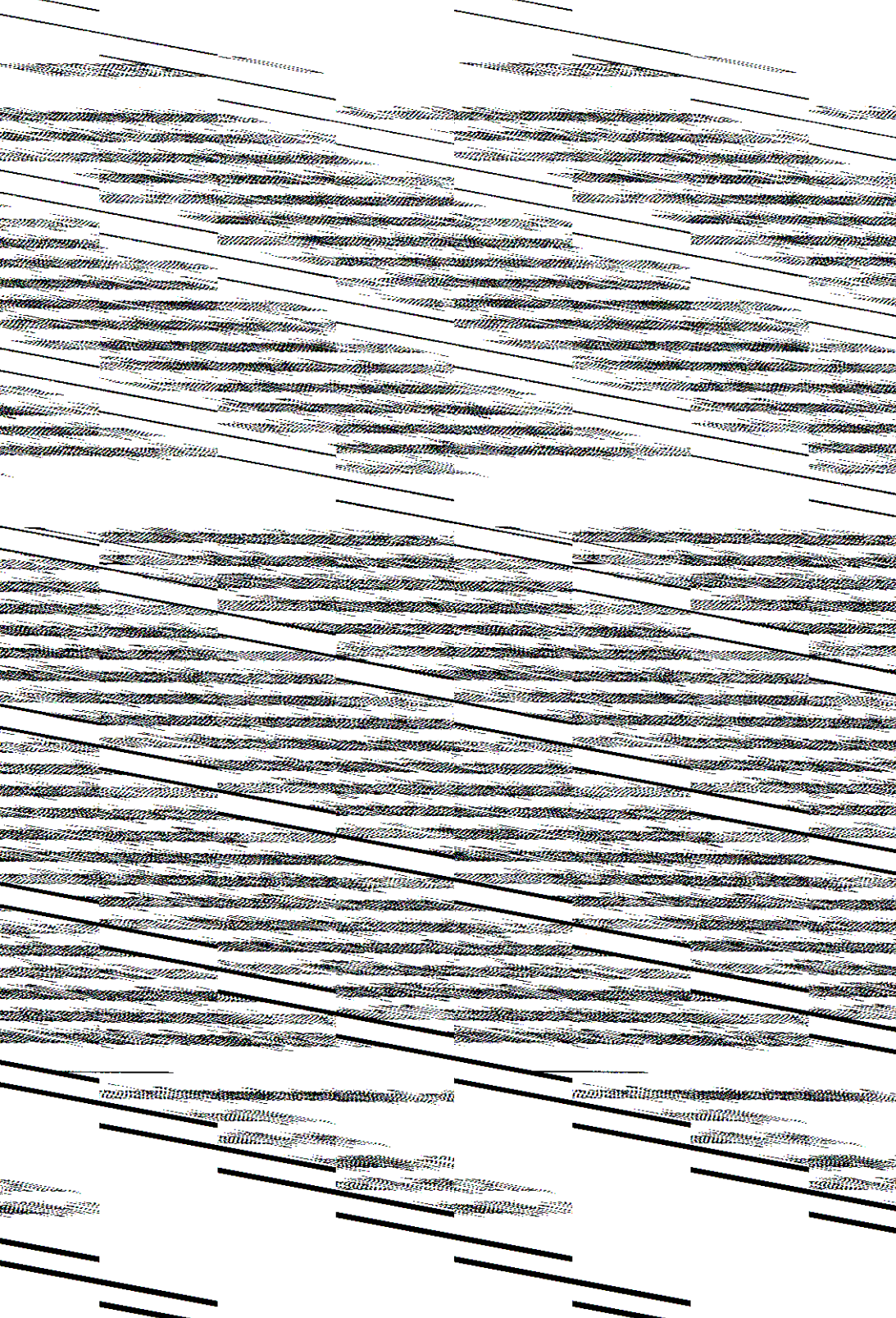
ISBN : 2-600-00433-5

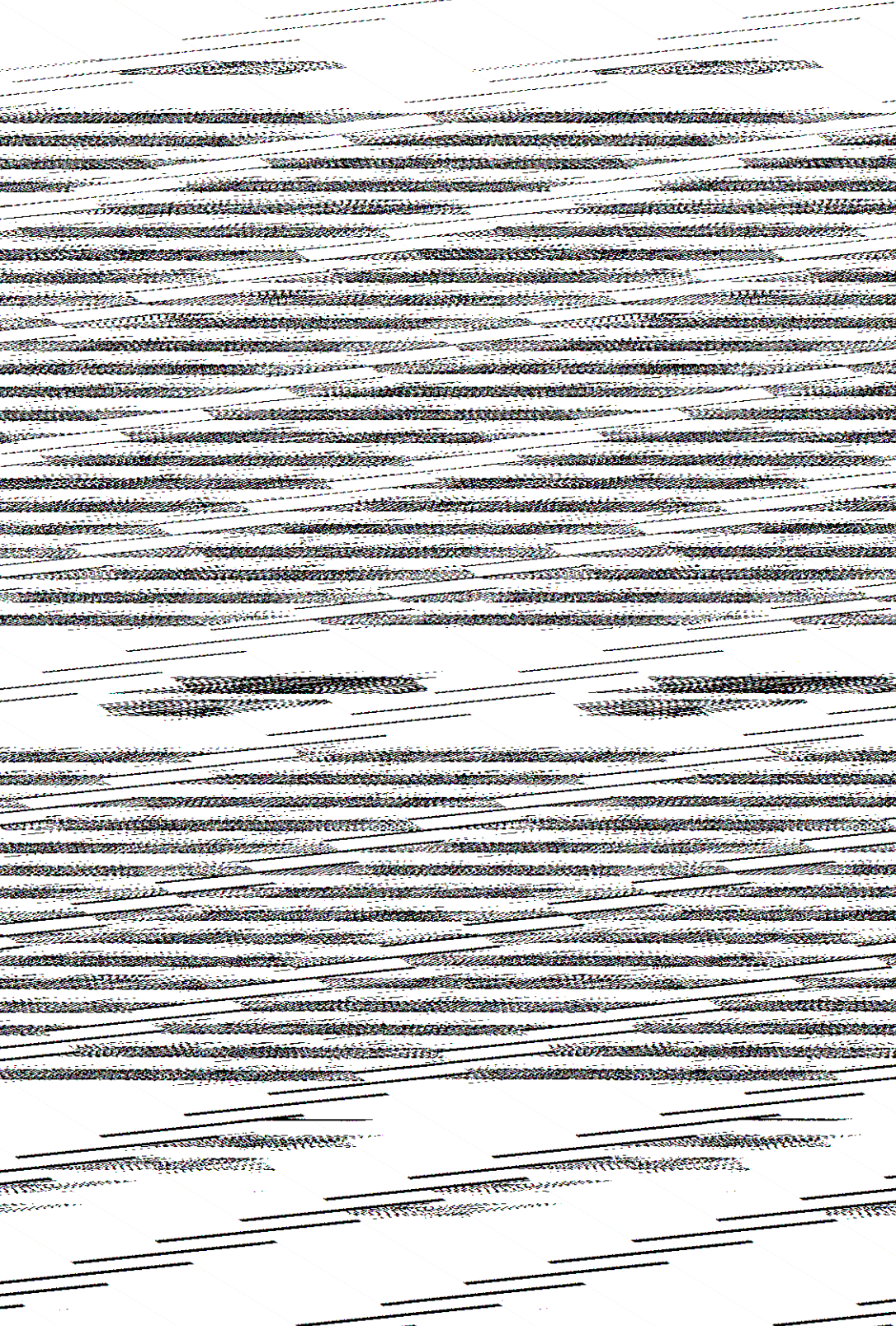
ISSN : 1422-0857

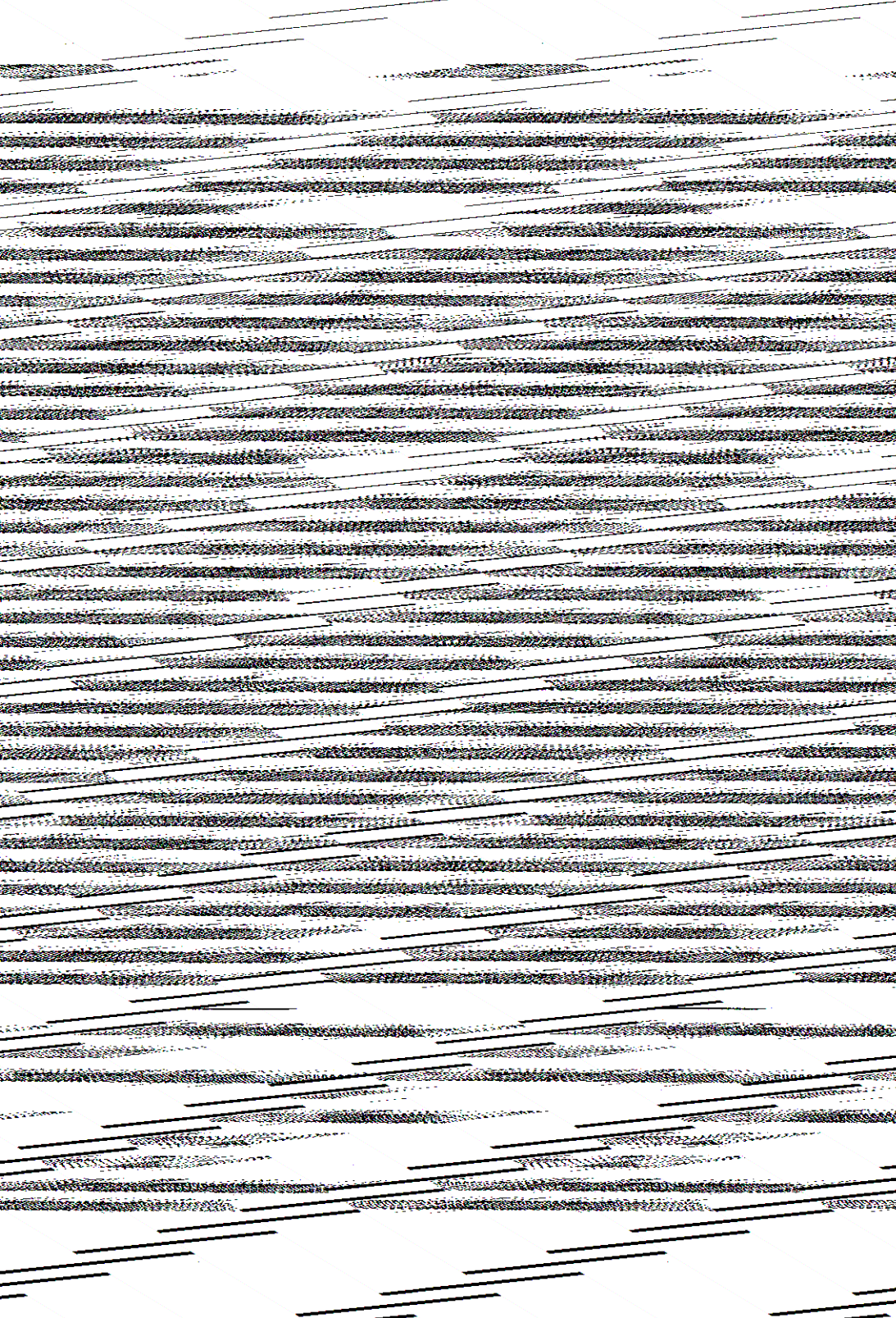
Référence électronique

Françoise Briegel, « La clémence du glaive : Plaider pour les criminels au siècle des Lumières à Genève », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 4, n°1 | 2000, mis en ligne le 02 avril 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/chs/846> ; DOI : 10.4000/chs.846









Disposant du droit de grâce, ce Conseil, en usant de bonté et de clémence, possède depuis 1568 la compétence d'adoucir une sentence définitive. Motivés par leur pouvoir de pardon, les membres du CC choisissent de réduire ou de confirmer la peine du Petit Conseil. Une fois commuée, la peine est appliquée avec les mêmes formalités que pour une peine non adoucie. L'avocat ne dispose que de vingt-quatre heures pour établir le recours en grâce. En octobre 1784, une proposition, relative au recours en grâce et émanant d'un membre du Conseil des CC, est soumise au Petit Conseil. Si un accusé a refusé de présenter une plaidoirie, la suggestion stipule que soient octroyés «[...] à son avocat, huit jours pour dresser la requête de recours, bien entendu que le prévenu pourra abrégier ce terme, s'il estime qu'un moindre nombre de jours lui suffit»¹⁹. Cherchant à harmoniser les délais de consultation des pièces pour le recours et la plaidoirie, cette proposition est refusée par le Petit Conseil. Ce dernier préfère s'en tenir à l'usage en n'accordant que vingt-quatre heures de délai entre le jugement et le recours. «[...] Sans doute parce qu'il a senti combien il serait dangereux de laisser de l'intervalle entre la sentence du Conseil et le recours, surtout dans les cas où le prévenu tiendrait à des personnes accréditées, et où il aurait été condamné à une peine grave»²⁰. Ainsi, le délai de rédaction du recours reste de vingt-quatre heures. De plus, les «Conclusions» de la partie publique ne sont pas transmises au défenseur.

Le déroulement du recours est similaire à celui de la plaidoirie. Il ouvre la séance, puis les pièces de la procédure, les «Conclusions», et la sentence sont lues. Le CC se prononce enfin sur une modération de peine. Le *Règlement de l'Illustre Médiation* de 1738 stipule que le Conseil des CC «[...] décidera s'il y a lieu d'accorder grâce, ou de modérer la sentence, laquelle ne pourra être aggravée [...]»²¹. La sentence criminelle, si elle n'a pas été portée en recours, est lue solennellement devant l'Hôtel de Ville en présence du peuple, juste avant sa mise à exécution. En cas de commutation de peine par le Conseil des CC, «[...] la sentence de grâce ou de modération de peine sera publiée avec la même formalité que les autres sentences afin que le peuple en sache les motifs»²². Contrairement à ce que promet cet *Édit* de 1714, les motifs de commutation de peine ne sont jamais dévoilés et seul le paternel pardon du Conseil des CC accompagne la justification de la réduction de peine.

Le recours en grâce, en vigueur dans la République de Genève, n'est pas similaire avec l'appel pratiqué en France à la même époque. Si le *Règlement de l'Illustre Médiation* de 1738 précise que les sentences portées en recours devant le Conseil des CC ne peuvent être aggravées²³, en France, au contraire, une sentence de juridiction inférieure portée en appel devant les Parlements peut être plus sévère. Ainsi, à Genève, les accusés qui sont autorisés à recourir ne sont pas jugés à nouveau par le Conseil des CC. Celui-ci utilise son pouvoir de grâce afin de commuer la peine. Par ailleurs, en France, l'appel est rendu obligatoire par l'*Ordonnance criminelle* de 1670, lorsque les justices inférieures rendent une sentence qui «[...] porte condamnation de peine corporelle, de galères, de bannissement à perpétuité ou d'amende honorable soit qu'il y en ait appel ou non, l'accusé et son procès seront

¹⁹ Registre des Conseils du 25 octobre 1784, fol. 1219, dorénavant R.C.

²⁰ R.C. du 25 octobre 1784, fol. 1219.

²¹ Article 31.

²² Article 22 des *Édits civils* de 1714.

²³ Article 31.

envoyés ensemble et sûrement [...]»²⁴ devant les cours. Contrairement à Genève, les Parlements français jugent donc à nouveau le criminel ayant fait appel. De ce fait, le recours en grâce pratiqué à Genève et l'appel en France ne sont pas assimilables.

Durant le XVIII^e siècle, tous les prévenus ne sont pas autorisés à demander grâce auprès du Conseil des CC. *Les Édits civils* de 1714, stipulent que seuls les Bourgeois et Citoyens²⁵, condamnés au moins à un châtiment corporel peuvent recourir en grâce. En 1738, *Le Règlement de l'Illustre Médiation*, élargit pour la même peine, le droit de recours aux Habitants et Natifs. L'*Édit du 11 mars 1768* permet à un plus grand nombre de criminels de demander grâce : «Aucun Citoyen, Bourgeois, Natif, Habitant, ou Sujet de la République ne pourra recourir au Conseil des Deux-Cents, s'il n'a été condamné par jugement définitif du Petit Conseil à une prison de six mois, à un bannissement d'un an, à la suspension des droits honorifiques de la Bourgeoisie pendant cinq ans, à être déclaré infâme en termes exprès; ou condamné à quelqu'autre peine plus grave que celles ci-dessus [...]»²⁶. De plus, «les Criminels étrangers jouiront du même droit lorsqu'ils auront été condamnés à mort; & le Conseil pourra les admettre à ce recours pour toute autre peine, lorsqu'il le jugera convenable [...]»²⁷. Enfin, en 1791, tous les Genevois, condamnés au minimum à une amende de 500 écus, peuvent être entendus par le Conseil des CC; les Étrangers gardant la faculté de recourir que s'ils ont été condamnés à la peine capitale. Le recours s'ouvre donc à une plus large population de criminels, puisque davantage de peines prononcées par le Petit Conseil sont susceptibles d'être portées devant le CC pour être adoucies²⁸.

LES SOURCES

Grâce à un fond d'archives très bien conservées²⁹, il est possible de quantifier le taux d'intervention des avocats dans les procès criminels des prévenus détenus dans les prisons pour crime grave³⁰. Pour la période 1755-1791, sur 248 condamnations

²⁴ Article 6, du Titre 26.

²⁵ Les Citoyens jouissent de tous les droits politiques et économiques ainsi que de quelques avantages fiscaux. Les Bourgeois possèdent les mêmes droits économiques que les Citoyens, mais ne sont pas éligibles au Petit Conseil. Les Natifs (nés à Genève) ne possèdent aucun droit politique et ils n'ont pas accès à certains secteurs économiques prestigieux. Les Habitants possèdent un droit d'habitation qui les confinent dans les professions les plus basses. Les Sujets sont les habitants des territoires ruraux gouvernés sous le mode seigneurial. Les Étrangers résident temporairement en ville. Pour un développement concernant les différents statuts juridiques dans la République, voir Perrenoud (1979, pp. 182 et s).

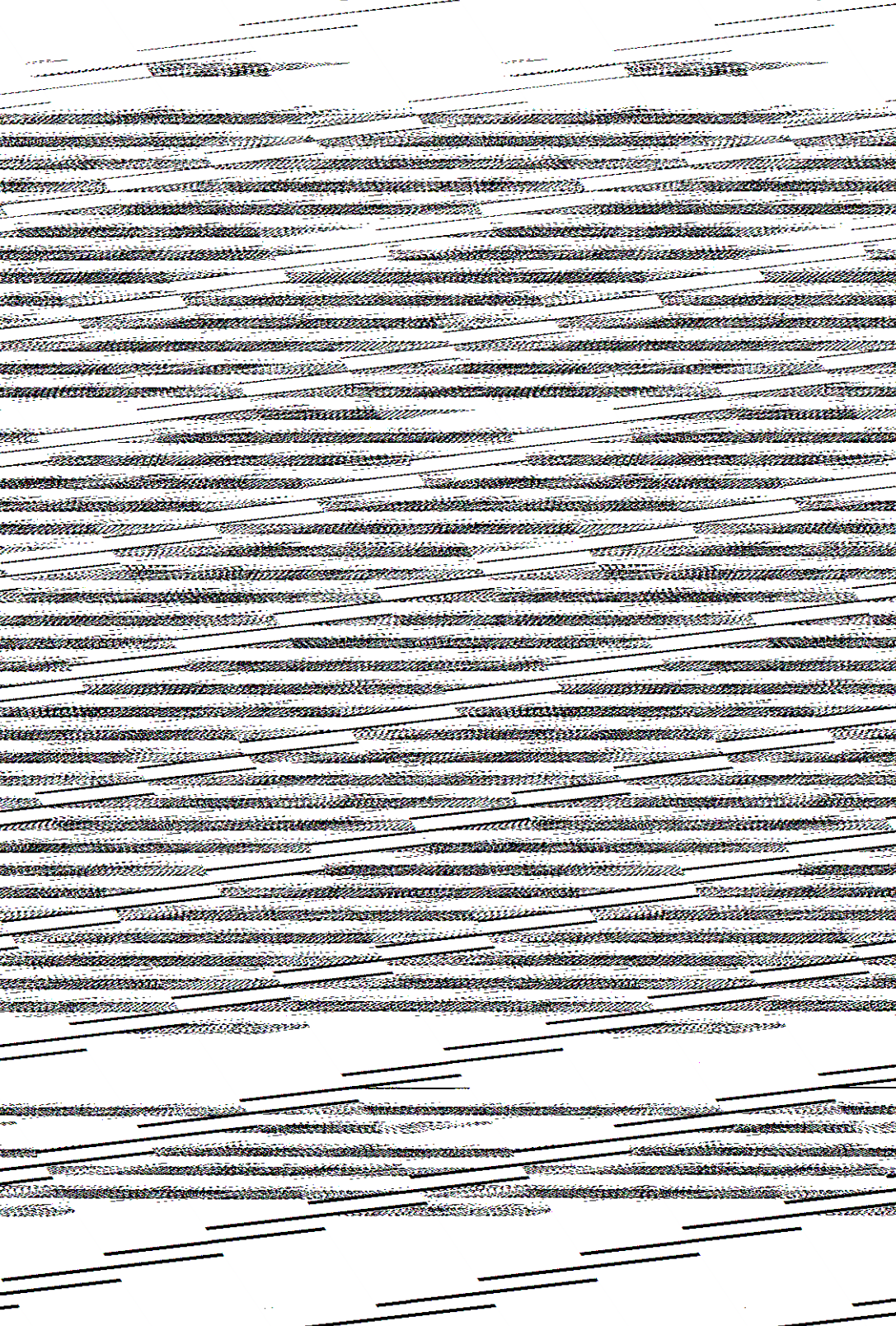
²⁶ Article IX, § II.

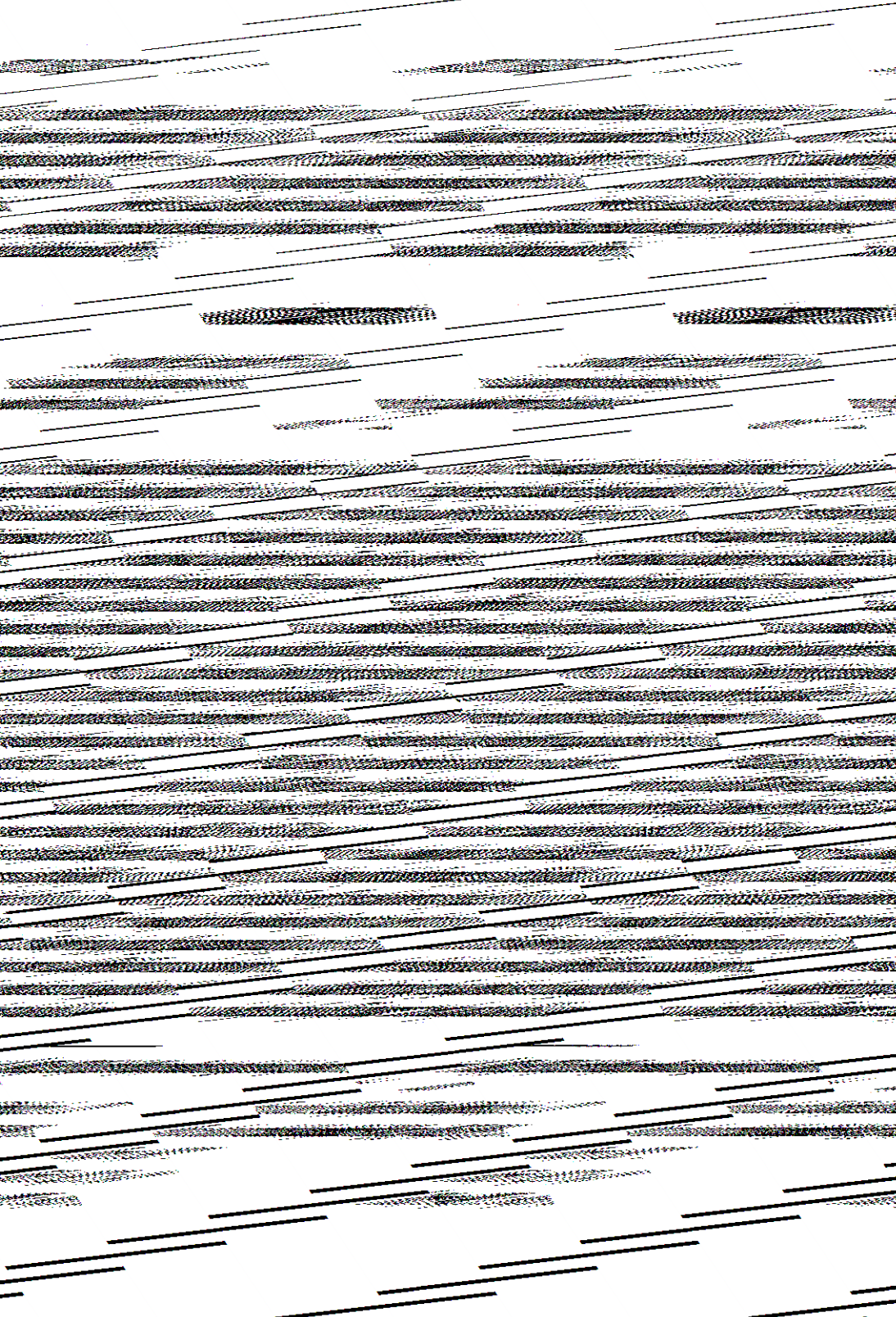
²⁷ Article IX, § I.

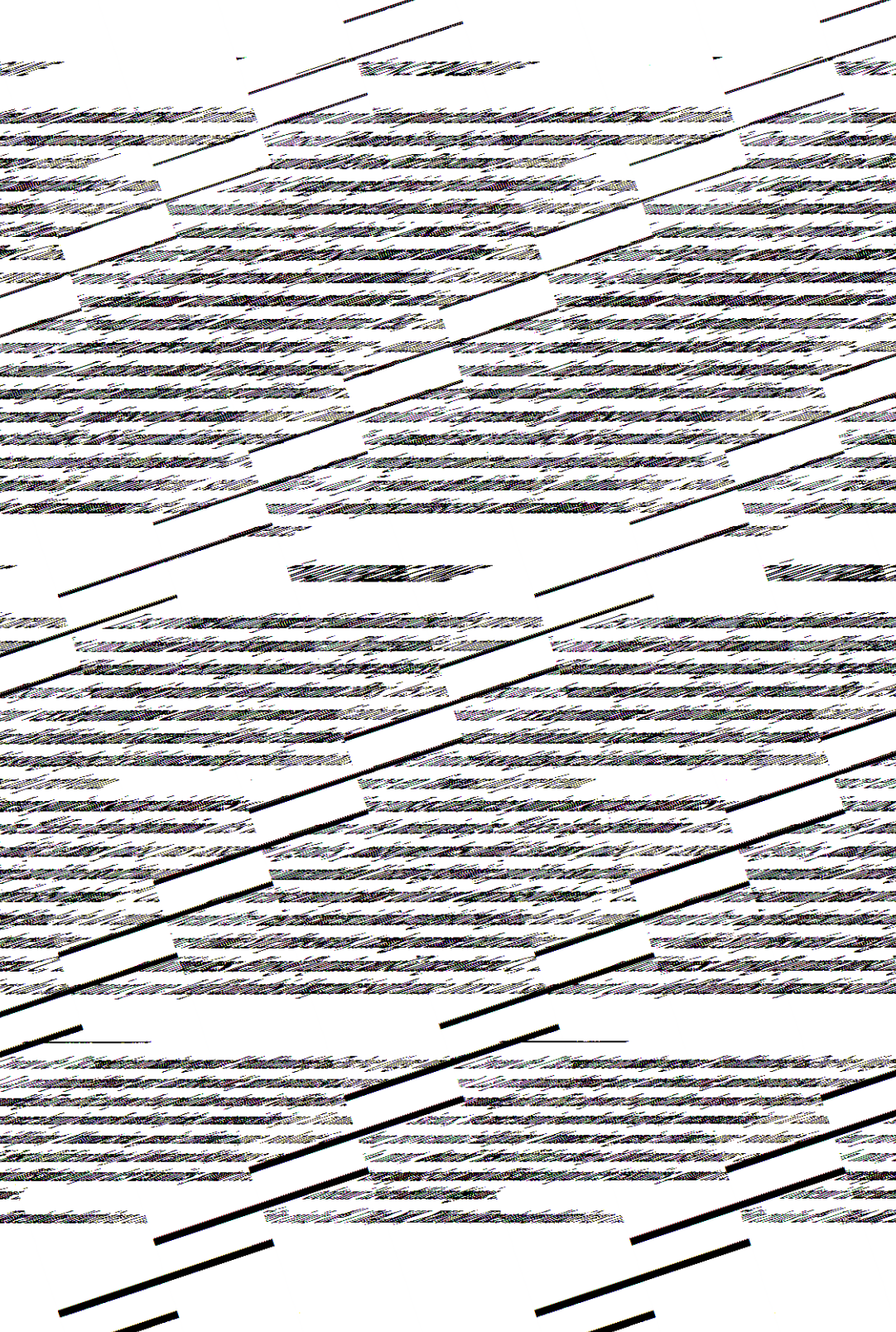
²⁸ La promulgation des Règlements ou Édits à Genève coïncide avec des troubles politiques (1738, 1768, 1782, etc.) qui font intervenir des médiateurs (Berne, Zurich, la France) afin de ramener la paix civile dans la République. Les revendications politiques des opposants au régime ont sans doute influencé les élites à entreprendre des réformes pénales qui permettaient à des couches sociales plus basses de bénéficier de droits plus étendus, notamment celui de la grâce.

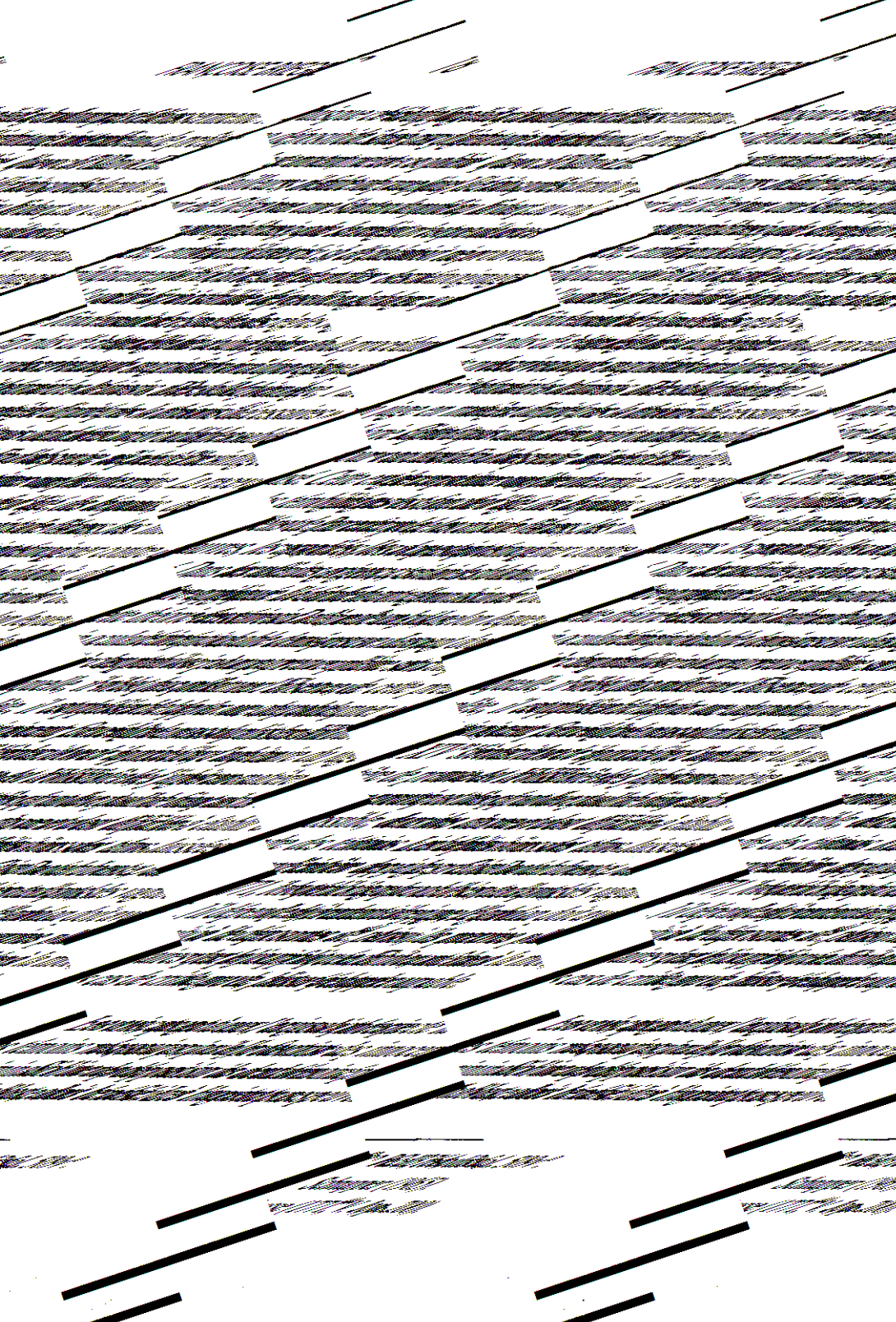
²⁹ Quelques 13 500 procès et informations sont disponibles pour la période 1700-1792.

³⁰ Pour une étude quantitative et qualitative de la criminalité réprimée à Genève au XVIII^e siècle, voir Porret, (1995, pp. 42 et s).









baser sur des indices qui formeraient des présomptions pour condamner un prévenu. Cette exigence est réitérée pratiquement dans toutes les requêtes, comme le réclame notamment l'avocat Calandrini dans un recours de 1784 : « Pour condamner justement il faut que le juge ait acquis la preuve complète du crime. Pour que cette preuve soit complète, il faut comme le dit le célèbre Risi dans ses *Observations sur la jurisprudence criminelle*, que le corps du délit soit bien vérifié selon le prescrit des lois ; que, deux témoins non suspects et assermentés, déposent avoir vu commettre l'action, que ces témoins soient parfaitement d'accord entre eux, et assurent le tout en face du [prévenu], qu'alors il en résulte une preuve pleine, complète et légale, mais que ce n'est qu'à la vue d'une telle preuve que les juges seront fondés à prononcer leur sentence »⁴⁵. Aucune incertitude n'est permise et les juges doivent avoir la certitude légale du crime. En cas de doute, l'innocence doit prévaloir. Ainsi, en opposition avec la pratique du Procureur général et des magistrats qui acceptent des témoins reprochables et condamnent en cas de fortes présomptions sur soupçons véhéments, certains avocats rejettent totalement ce principe arbitraire en matière de preuves, lorsque celui-ci sert à prouver la culpabilité du prévenu.

Si les avocats exigent un fondement légal pour la preuve des délits, ils développent le principe de l'intime conviction, quand il s'agit de prouver l'innocence du prévenu ou sa culpabilité atténuée. Leur démarche est sélective : la preuve légale pour l'accusation et l'intime conviction pour la défense. Dans son recours à la grâce en faveur d'un voleur de blé, en 1779, l'avocat Rigaud insiste sur la nécessité de condamner sur une preuve légale, car les effets « [...] de l'arbitraire qui règne nécessairement dans le calcul de la preuve conjecturale [...] »⁴⁶ sont dangereux. Les faits contenus dans le procès ont été examinés minutieusement et rejetés ; la procédure a été critiquée du fait de son manque de formalité et les témoignages sont suspectés de faux. Cette démarche mène l'avocat à détruire tous les éléments qui constituaient une certitude légale pour les juges. Finalement, l'avocat introduit des indices qui tendent à prouver l'innocence du prévenu : « [...] le suppliant a pour lui des présomptions directes, qu'il va mettre très humblement sous les yeux de vos Excellences en leur demandant respectueusement encore quelques instants d'attention »⁴⁷. Si l'accusé était coupable il aurait eu un comportement différent de celui qui a été établi par l'enquête. En effet, l'avocat fonde son raisonnement sur la maxime suivante : toute personne coupable d'acte illicite agit de façon à ne pas éveiller les soupçons et donc tous ses actes tendent à masquer son délit. Par exemple, le voleur n'affichera pas les objets dérobés, il cherchera à les revendre discrètement, etc. Les présomptions d'innocence en faveur de l'accusé postulent donc de celui-ci un comportement rationnel qui vise à étouffer les soupçons. Or, le prévenu ne s'est pas conformé à cette règle de discrétion, car « [...] ici, il y avait pour ainsi dire publicité, car l'accusé avait-il un ou deux complices attirés pour porter son blé ? Non, il employait le premier venu. Où les venait-il chercher ? Sur le port, à quelle heure ! En plein jour. [...] ». Leur demandait-il le secret. Nullement [...] »⁴⁸. Cette argumentation fonde des indices de la non-culpabilité de l'accusé. Si le prévenu avait commis le crime dont on l'accuse, alors son comportement aurait été différent : il aurait agi

⁴⁵ PC 14236bis 1784, vols, recours fol. 521-521 v°, *souligné dans le texte*.

⁴⁶ PC 13252 (bis et ter), recours fol. 705.

⁴⁷ PC 13252 (bis et ter), recours fol. 735.

⁴⁸ PC 13252 (bis et ter), recours fol. 738.

dans le secret, de façon à cacher son délit. La publicité des actes délictueux constitue dans l'argumentation des avocats genevois des indices qui, très systématiquement, sont utilisés par les défenseurs pour n'importe quel type de délit et qui servent à consolider les présomptions d'innocence.

Les exigences pour l'accusation sont très rigides et la condamnation ne doit reposer que sur des preuves légales et sur la théorie des témoins nécessaires. Puis, l'avocat met en évidence les présomptions en faveur de l'accusé qui visent à introduire le doute de la culpabilité dans l'esprit des juges. Ainsi, la théorie des témoins nécessaires comme fondement de la preuve légale est exigée, alors que l'intime conviction sert à la décharge de l'accusé. Les avocats utilisent la légalité selon un processus « négatif » et la certitude morale selon un processus « positif ». La légalité sert à déconstruire l'accusation et l'intime conviction à fonder la défense.

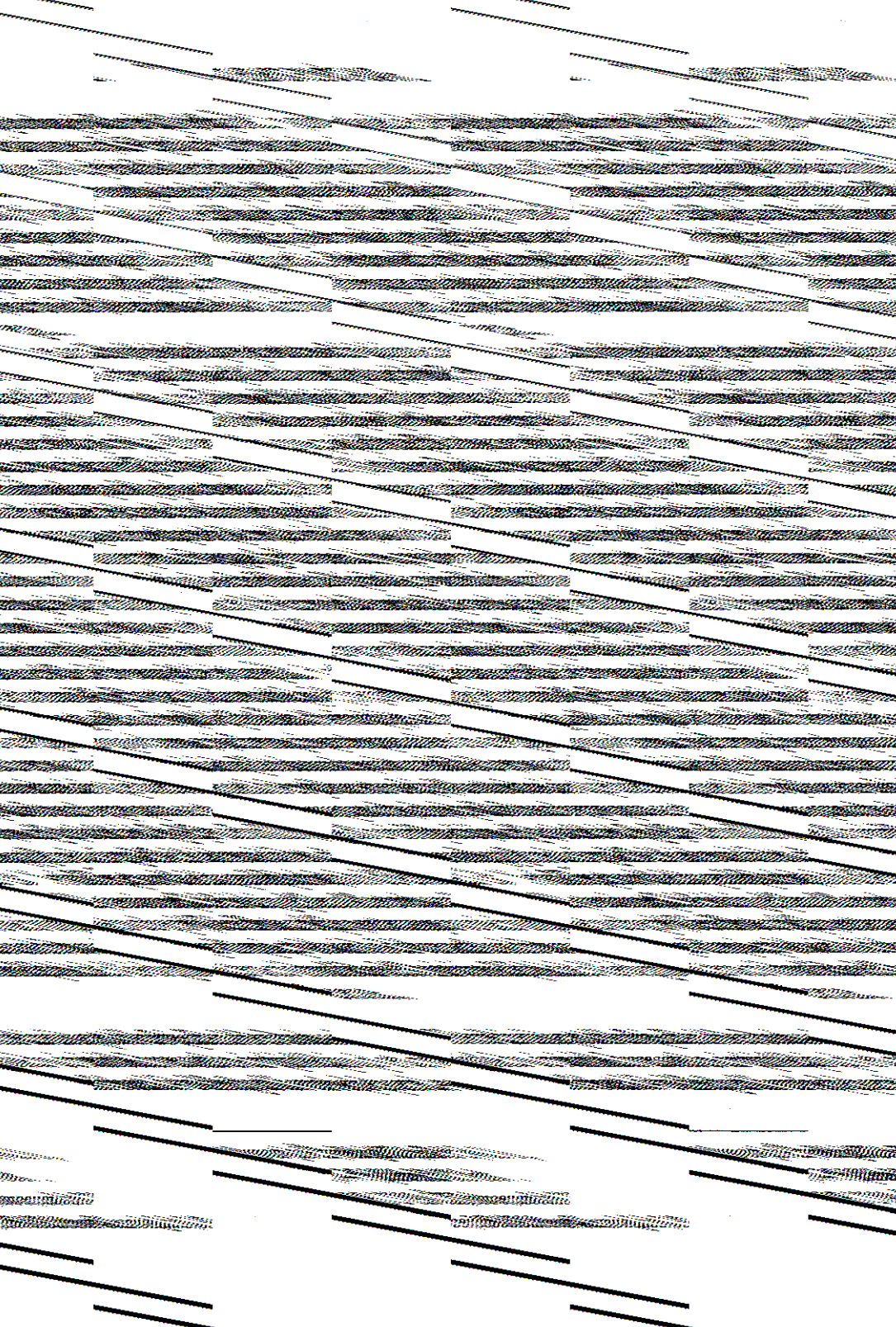
Alors que le droit savant avait élaboré la théorie des témoins nécessaires pour mieux préserver l'innocence de l'accusé, on observe que cette théorie est utilisée par les avocats pour nier le fondement légal de l'accusation ; en outre, elle est contournée pour établir une conviction d'innocence de l'accusé. L'obligation de respecter des règles légales faite aux magistrats sert à rejeter l'accusation. Les avocats déqualifient les délits, puisqu'ils déconstruisent le système de preuves servant à fonder le chef d'accusation. Ensuite, ils élaborent l'innocence ou la responsabilité atténuée du détenu sur des présomptions ou des indices. Il y a un glissement de la légalité vers l'arbitraire. Sur cette base de preuve réévaluée, ils cherchent à « requalifier » le délit.

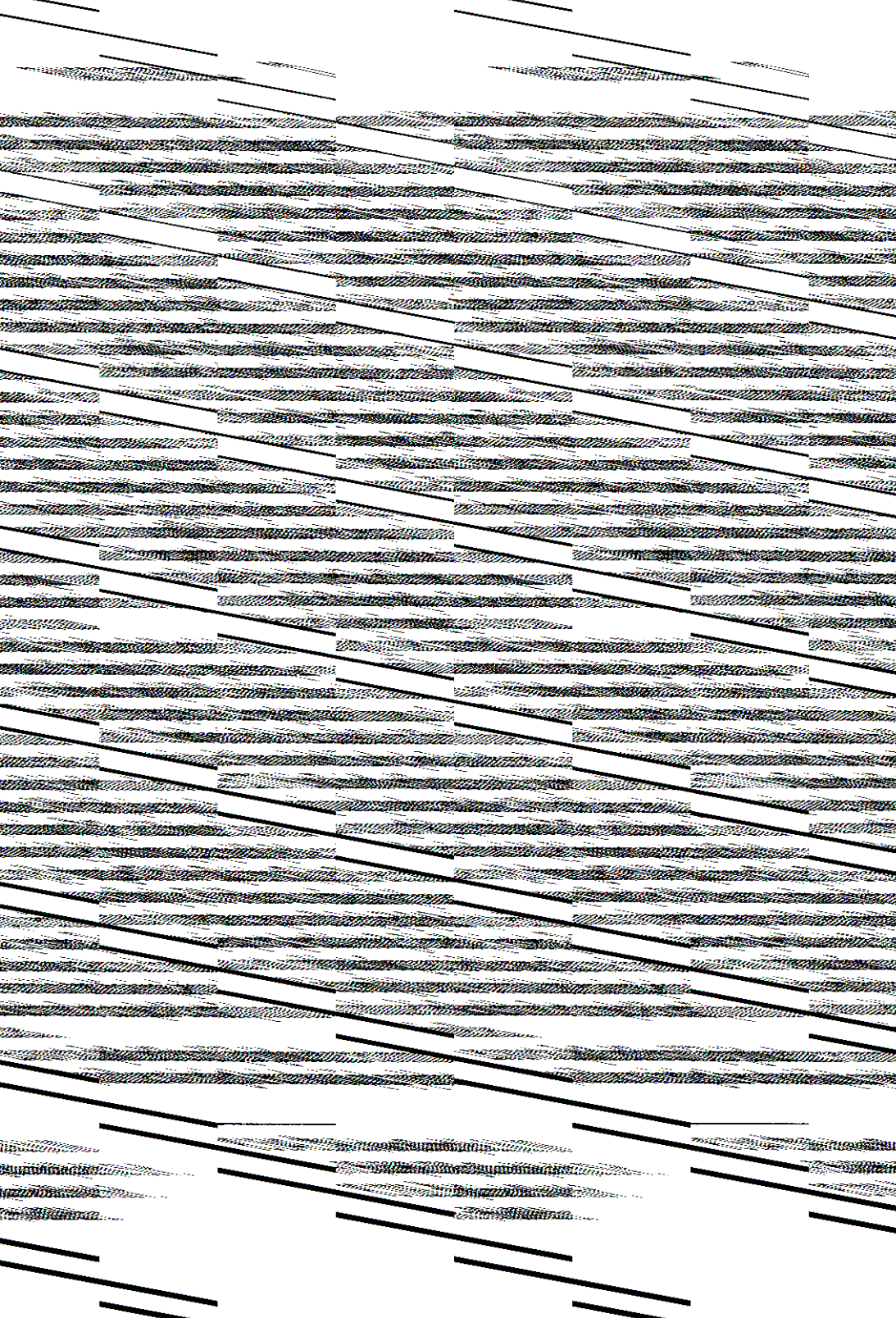
REQUALIFIER LE CRIME

Le degré plus ou moins grand de malice, les motifs qui ont porté au crime, la manière dont il a été commis, les instruments dont on s'est servi, le caractère du coupable, la récidive, l'âge, le sexe, le temps, les lieux, etc. contribuent pareillement à caractériser l'énormité plus ou moins grande du crime ; en un mot l'on comprend sans peine que le différent concours des circonstances qui intéressent plus ou moins la sûreté des citoyens, augmente ou diminue l'atrocité des crimes⁴⁹.

L'acte qualificatoire qui appartient à Genève au Procureur général, est décisif, car il induit la peine requise contre le prévenu. La partie publique établit, dans son Réquisitoire, une description minutieuse des « circonstances » du délit qui sont de deux ordres : matérielles et morales. D'une part, les circonstances extérieures résultent de la manière dont le crime a été commis. En effet, la partie publique détermine si le délit a été commis de jour ou de nuit, avec ou sans effraction, avec ou sans fausse clé, etc. D'autre part, utiles pour estimer la dangerosité du criminel, les circonstances biographiques, telles que les mœurs, la récidive etc., sont considérées pour qualifier le délit. La qualification sert à la fois à nommer le délit, par exemple à distinguer un assassinat d'un meurtre sans « intention de donner la mort », et à

⁴⁹ *Encyclopédie Diderot et d'Alembert*, art. « Crime » signé Boucher d'Argis, T. 4, 1754.





ponsabilité limitée ou inexistante de l'acte délictueux. Ils attribuent les causes du délit à des déterminismes sociaux, ce qui leur permet de nier ou d'atténuer l'intention coupable des accusés. Ils construisent un stéréotype de criminel, dont la responsabilité délictueuse doit être imputée à un environnement social caractérisé par la pauvreté. Après ce travail de requalification, les avocats demandent qu'une peine plus adéquate soit motivée sur la base de cette nouvelle qualification.

MOTIVER LA DEMANDE DE CLÉMENCE

Comment les avocats se positionnent-ils vis-à-vis de l'arbitraire des magistrats en matière de peine ? Les études sur les réformateurs du droit ont montré que, dès les années 1760, la légalité des peines doit se substituer à l'arbitraire des juges. Comme le pouvoir des juges en matière de châtiment est considéré comme despotique et tyrannique, les philosophes et théoriciens du droit exigent la légalité. «Lorsqu'un code formel de lois devant être observées à la lettre ne laisse au juge d'autre tâche que d'examiner les actes des citoyens et de déterminer s'ils sont conformes ou contraires à la loi écrite, lorsque les normes du juste et de l'injuste qui doivent régler les actions de l'ignorant comme du philosophe sont une question non de controverse, mais de fait [...]»⁵⁸ la tyrannie disparaît. La controverse se déroule dans l'opinion publique. Or, qu'en est-il au niveau de la pratique judiciaire ? À Genève au XVIII^e siècle, l'arbitraire des juges n'est pas, pour la défense, un élément qui accentue la sévérité de la répression. Au contraire, les instruments juridiques utiles pour la motivation des peines offrent un large éventail, dans lequel les avocats puisent ce dont ils ont besoin, pour requérir la clémence du glaive.

Bien qu'ils constatent l'absence d'un code pénal, ou code criminel, qui fixe les peines aux délits, peu d'avocats prônent la légalité⁵⁹. Ils exploitent les avantages de l'arbitraire constructif qui contraint les magistrats à se référer à la jurisprudence. En effet, comme le précise l'avocat Vasserot de Chateaufieux, en 1755, dans sa plaidoirie « [...] la jurisprudence sur les peines doit être uniforme, ce principe est aussi sévère que celui qui statue la punition des crimes ! »⁶⁰. Les sentences antérieures ayant force de loi, les membres du Conseil doivent se conformer à celles rendues par le passé. Les références à la jurisprudence ne se limitent pas uniquement aux procès jugés à Genève. En effet, des analogies aux jugements rendus par le Sénat de Savoie ou par les Parlements français, garantissent la peine requise par l'avocat. En l'absence de code qui fixe les peines à chaque type de délit, les procédures criminelles font office d'autorité en matière de peine. Comme le souligne déjà l'avocat P.A. Rigaud en 1772, « [...] puisque nous n'avons pas de lois pénales, Vos Excellences se gouverneront par les arrêts les plus doux rendus en cas pareils »⁶¹. Par ce manque de

⁵⁸ Beccaria (1764, § IV).

⁵⁹ Le seul réclamant dans sa plaidoirie un code pénal, est l'avocat Étienne-Alexandre Bousquet, (PC 15996, 1790, paroles séditieuses). Cet avocat profite d'un procès politique pour dénoncer clairement les aspects de la justice qui sont devenus intolérables à la fin du siècle, comme l'absence d'un code pénal, l'arbitraire des juges, la non-publicité des procédures, etc. Il préconise la suppression pure et simple de l'ordre judiciaire. Sa plaidoirie sera censurée par le Petit Conseil pour propos injurieux contre les témoins.

⁶⁰ PC 10210, 1755, vol domestique, plaidoirie de l'avocat Vasserot de Chateaufieux, fol. 309 v^o.

⁶¹ PC 13263, vol, plaidoirie fol. 118.

fixité des peines, les magistrats doivent rendre des jugements cléments et surtout ne pas s'éloigner des cas jurisprudentiels.

Or, les cas de jurisprudence ne proposent jamais des délits strictement identiques. En effet, chaque délit étant qualifié en fonction de ses multiples circonstances, un crime est donc unique. Un vol, par exemple est commis de nuit avec ou sans effraction, avec ou sans violence, etc. ; il ne peut fournir qu'un nombre restreint de circonstances analogues avec un autre vol. Dans ce vaste choix de la jurisprudence qui s'étend notamment aux sentences rendues par des tribunaux étrangers, les avocats se réfèrent à une grande quantité de délits et de peines pour motiver leurs arguments. Les analogies sont effectuées systématiquement à l'avantage du prévenu défendu. L'utilisation des cas jurisprudentiels est donc arbitraire, il sert toutefois à réclamer des sentences modérées en faveur des prévenus. Une procédure criminelle est intentée en 1784 contre un voleur. Lors du recours en grâce qui vise à éviter au prévenu la pendaison, l'avocat Mallet-Butini se réfère à une affaire similaire, datant de 1773. Il utilise l'exemple d'un procès, intenté onze ans auparavant contre un voleur, afin de déqualifier le crime pour lequel il plaide. Le défenseur compare le degré de gravité entre un vol avec effraction et un vol à main armée. La technique, développée par Mallet-Butini, compare deux situations, pour faire pencher la balance en faveur du prévenu qu'il défend. Cette comparaison veut prouver que le crime du prévenu recourant est moins qualifié que celui qui a été commis onze ans auparavant ; la peine doit donc être moins sévère⁶².

En l'absence de fixité des délits et des peines, la jurisprudence acquiert force de loi. Les magistrats sont donc limités dans leur pouvoir discrétionnaire en matière de peine. Malgré les critiques que l'on trouve, notamment sous la plume de Boucher d'Argis qui souhaiterait des lois immuables et qui déplore « [...] l'incertitude de la jurisprudence sur la plupart des questions, soit par la contradiction apparente ou effective des lois, soit par la diversité d'opinions des auteurs, ou par la diversité qui se trouve entre les jugements des différents tribunaux, et souvent entre les jugements d'un même tribunal »⁶³, les jugements rendus ne sont pas contradictoires entre eux. L'étude de la pratique pénale à Genève, a montré comment les « Conclusions » des Procureurs généraux (neuf fois sur dix suivies par le Petit Conseil) s'orientent sur le chemin de la légalité, et comment, notamment, elles s'ancrent dans la jurisprudence genevoise ou étrangère⁶⁴. Les avocats qui demandent aux magistrats de suivre la règle formée par les jugements antérieurs s'inscrivent parfaitement dans ce courant de pensée et de pratique. Ils font valoir la dangerosité des crimes précédents, dans le but de souligner la moindre gravité du délit pour lequel ils plaident. Ils opèrent donc avec un arbitraire « limité » et sélectionnent les cas de jurisprudence les plus pertinents et avantageux pour les prévenus qu'ils défendent.

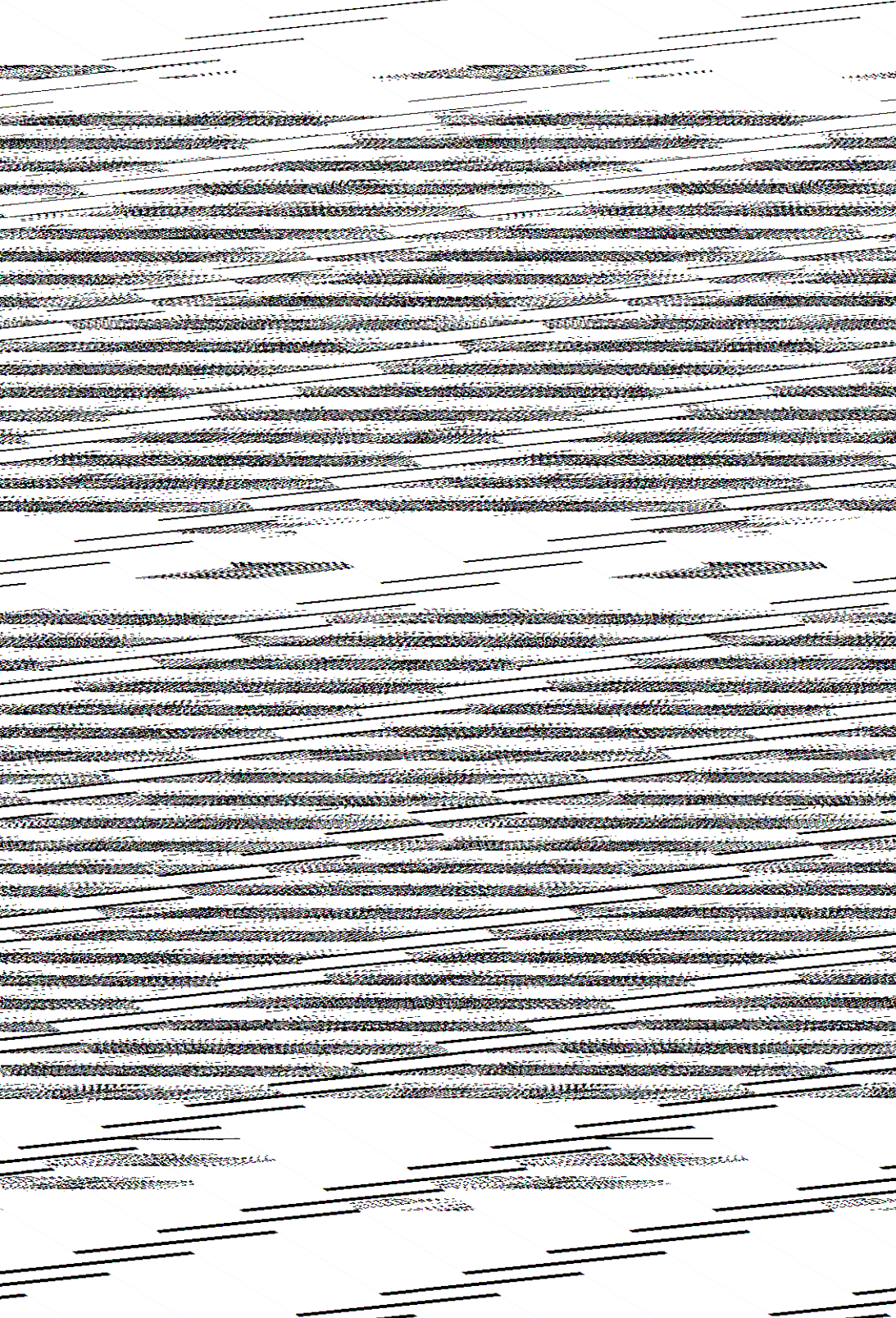
L'arbitraire dans le prononcé des peines permet aux avocats d'être détachés d'un code fixe qui limiterait leurs choix de comparaison. L'arbitraire en matière de peine, par sa définition « positive » (non fixée par la loi) et par sa pratique, permet donc des

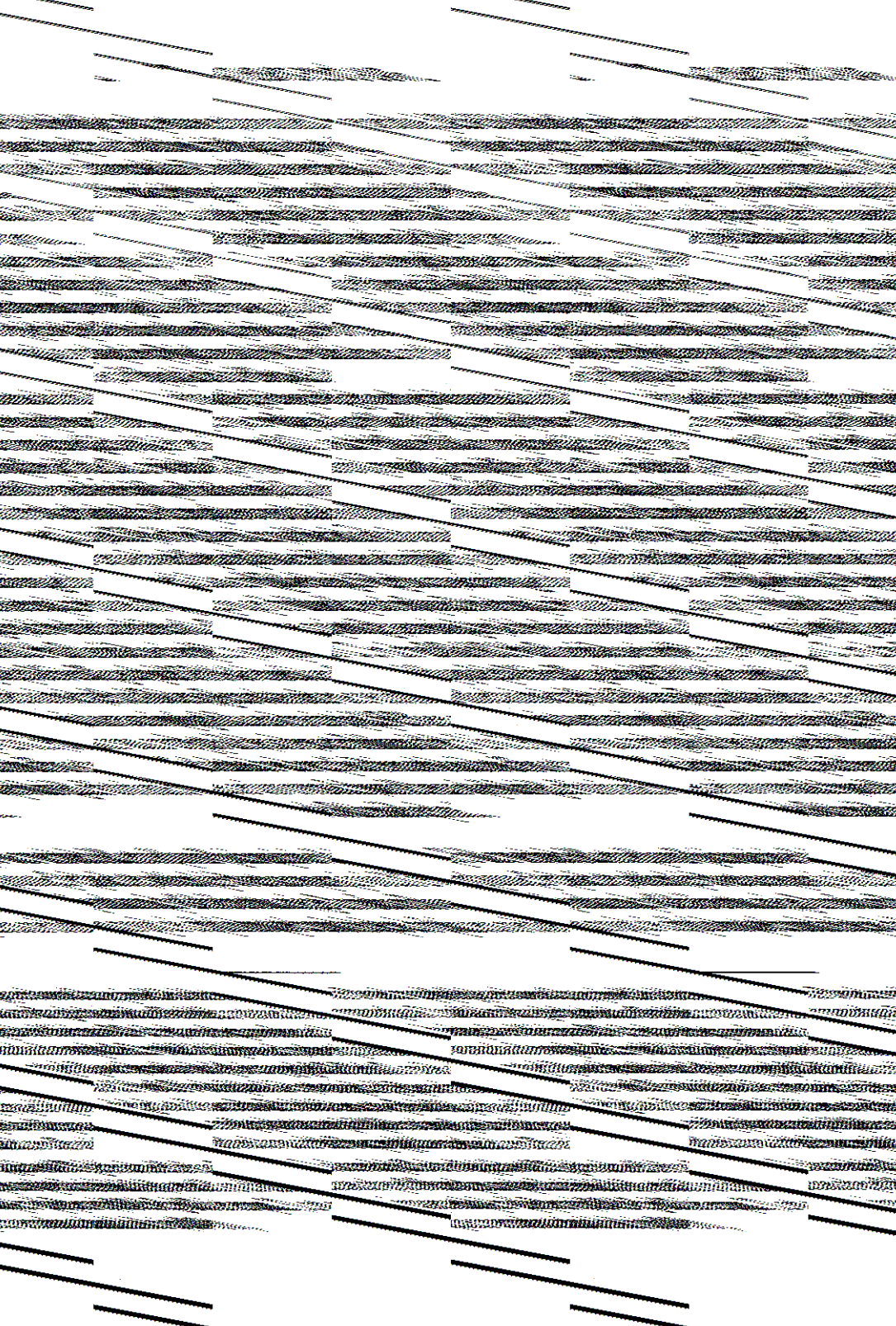
⁶² PC 14236.

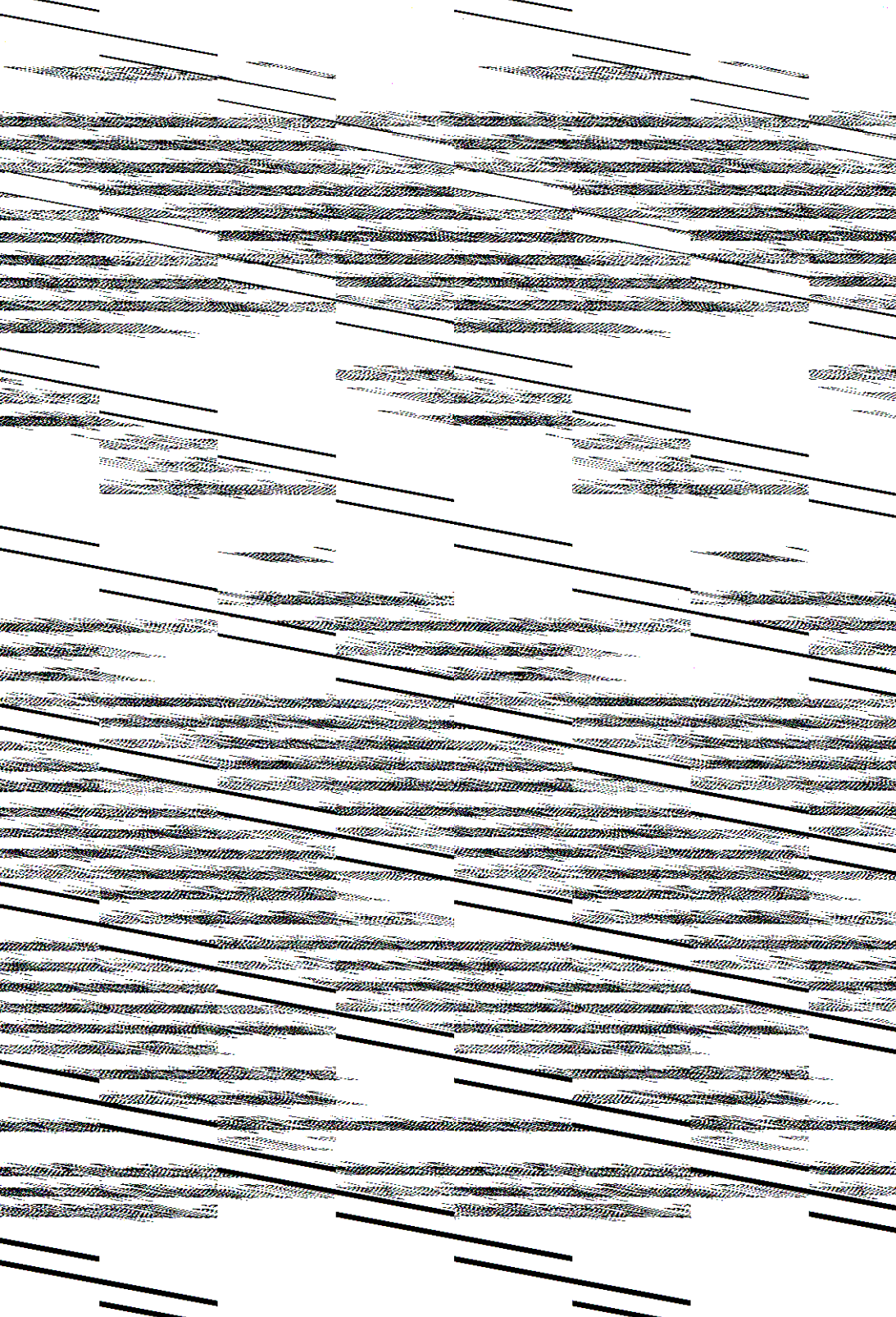
⁶³ *Encyclopédie méthodique, Jurisprudence*, art. « Jurisprudence », Vol. 5. On peut lire dans cet article : « Encore si les lois de chaque pays étaient fixes et immuables, la jurisprudence ne serait pas si immense qu'elle est ; mais il n'y a presque point de nation, point de province, dont les lois et les coutumes n'aient éprouvé plusieurs variations [...] ».

⁶⁴ Porret (1995).









Règlement de l'illustre Médiation pour la pacification des troubles de la République de Genève, Genève, 1738.

Papiers Ami de Rochemont, procédures civile et criminelle II, 1739-1792, Mss Hist. 110.

Sartoris, J.-P., *Éléments de la procédure criminelle suivant les Ordonnances de France, les Constitutions de Savoie, et les Édits de Genève*, 2 V., Amsterdam, 1773.

Références

Astaing, A., *Droits et garanties de l'accusé dans le procès criminel d'Ancien Régime (XVI^e-XVIII^e siècles). Audace et pusillanimité de la doctrine pénale française*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1999.

Beattie, J.M., *Crime and the Courts in England, 1600-1800*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

Carbasse, J.-M., *Introduction historique au droit pénal*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.

Dupont-Bouchat, M.-S., Pour une meilleure justice. La professionnalisation des procureurs et avocats, *L'assistance dans la résolution des conflits. L'Europe médiévale et moderne*, Recueils de la Société Jean Bodin, Vol. LXIV, Bruxelles, De Boeck Université, 1997, pp. 229-248.

Perrenoud, A., *La population de Genève du seizième au début du dix-neuvième siècle. Étude démographique*, Vol. 1: *Structures et mouvements*, Genève, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Tome 47, 1979.

Porret, M., Au lendemain de l'« Affaire Rousseau ». La « Justice pervertie » ou les représentations de la justice patricienne chez quelques publicistes de Genève, 1770-1793, Louis Binz (Éd.), *Regards sur la Révolution genevoise, 1792-1798*, Genève, Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, Tome 55, 1992, pp. 122-150.

Porret, M., Effrayer le crime par la terreur des châtiments: la pédagogie de l'effroi chez quelques criminalistes du XVIII^e siècle, in Berchtold, J. et Porret, M. (Dir.), *La peur au XVIII^e siècle, discours, représentations, pratiques*, Genève, Droz, 1994, pp. 277-285.

Porret, M., *Le crime et ses circonstances. De l'esprit de l'arbitraire au siècle des Lumières selon les réquisitoires des procureurs généraux de Genève*, Genève, Droz, 1995.

Royer, J.-P., *Histoire de la justice en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1995.

Schnapper, B., Les peines arbitraires du XIII^e au XVIII^e siècle. (Doctrines savantes et usages français), *Revue d'Histoire du Droit*, 1973, 41, pp. 237-277 et 1974, 42, pp. 81-112.

Schnapper, B., Testes inhabiles. Les témoins reprochables dans l'ancien droit pénal, *Revue d'histoire du droit*, 1965, 33, pp. 575-616.